Deuxième Année. — N° 15. 18 SEPTEMBRE 1880.

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4 —
Six mois . . . . . » 2 —
Trois mois . . . . . » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR

Un an . . . . . Fr. 5 30
Six mois . . . . . » 2 65
Trois mois . . . . . » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du *Révolté* : rue du Nord, 15, GENÈVE

Ce numéro est envoyé à titre d'essai à un certain nombre de personnes.

Association Internationale
des Travailleurs
FÉDÉRATION JURASSIENNE.

Circulaire aux Sections

Compagnons.

Ensuite de circonstances imprévues, nous nous voyons dans l'obligation de ne convoquer définitivement le Congrès jurassien que pour le 9 Octobre à la Chaux-de-Fonds.

Le Cercle d'études sociales de Chaux-de-Fonds vous communiquera ultérieurement les détails de l'organisation du Congrès.

Venez nombreux à la Chaux-de-Fonds les 9 et 10 Octobre prochain: Que le Congrès soit, non-seulement une réunion des délégués des sections, mais si possible une réunion générale de la Fédération jurassienne.

D'importantes questions sont à l'ordre du jour, étudions préalablement ces questions et préparons nous à des délibérations fructueuses, marquant un nouveau pas dans le développement de notre Fédération.

Salut et Solidarité!

Au nom du Comité Fédéral jurassien
le secrétaire-correspondant,
JULES LŒTCHER.

Sonvillier, le 12 Septembre 1880.

La Question Agraire.

—

Une question immense se dresse en ce moment devant l'Europe. C'est la question agraire, la question de savoir quelle forme nouvelle de possession et de culture du sol un avenir prochain nous réserve? A qui appartiendra le sol? Qui le cultivera et comment le cultivera-t-on? Nul ne méconnaitra la gravité du problème. Nul ne méconnaitra non plus, — s'il a suivi attentivement ce qui se produit en ce moment en Irlande, en Angleterre, en Espagne, en Italie, dans certaines parties de l'Allemagne, et en Russie, — que cette question se dresse réellement, et en ce moment même, dans toute sa grandeur; et que dans les misérables villages, au sein de cette classe de cultivateurs si méprisés jusqu'aujourd'hui, une immense révolution se prépare.

L'objection la plus forte que l'on ait faite jusqu'à présent au socialisme, consistait à dire que, si la question sociale intéresse les ouvriers des villes, elle n'a pas sa raison d'être pour les campagnes; que si les ouvriers des villes acceptent volontiers les idées d'abolition de la propriété individuelle et se passionnent pour l'idée d'expropriation des fabricants et des usiniers, il n'en est pas de même pour les paysans; ceux-ci, nous disait-on, se méfient des socialistes, et si, un jour, les ouvriers des villes essayaient de réaliser leurs plans, les paysans sauraient vite les mettre à la raison.

Nous avouons que, il y a trente ou quarante ans, cette objection avait quelque apparence de justesse, du moins pour certains pays. Une sorte de bien-être dans telle région, beaucoup de résignation dans telle autre faisaient qu'en effet, les paysans ne manifestaient que peu ou point de mécontentement. Mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. La concentration des immeubles entre les mains des plus riches et le développement toujours croissant d'un prolétariat des campagnes, les lourds impôts dont les Etats écrasent l'agriculture, l'introduction dans l'agriculture de la grande production industrielle à la machine, la concurrence américaine et australienne, enfin l'échange plus rapide des idées qui pénètrent aujourd'hui jusque dans les hameaux les plus isolés, — toutes ces circonstances ont fait que les conditions de la culture ont changé à vue d'œil depuis trente ans; en ce moment l'Europe se trouve en présence d'un vaste mouvement agraire, qui va bientôt l'embraser en entier et donner à la prochaine révolution une portée bien autrement grande que celle qu'elle aurait eu, si elle se limitait seulement aux grandes villes.

—

Qui n'a pas lu les dernières nouvelles d'Irlande? La moitié de ce pays est en révolte contre ses seigneurs. Les paysans ne paient plus la rente aux propriétaires du sol; ceux même qui le voudraient, ne l'osent plus, de peur d'avoir affaire à la Ligue agraire,—puissante organisation secrète qui étend ses ramifications dans les villages, et punit ceux qui manquent à son mot d'ordre: « le refus des rentes ». Les propriétaires n'osent pas exiger le prix du fermage. S'ils voulaient faire rentrer les rentes qui leur sont dûes en ce moment, ils devraient mettre sur pied cent mille hommes de police, et ils provoqueraient la révolte. Si tel propriétaire s'avise d'expulser un paysan qui ne paie pas, il doit lancer au moins une centaine de policiers, car alors il a affaire à la résistance, tantôt passive, tantôt armée, de plusieurs milliers de paysans voisins. S'il réussit, il ne trouve pas de fermier qui risquât d'occuper la ferme. Enfin, s'il en trouve un, celui-ci sera bientôt forcé de décamper, car son bétail aura été exterminé, son blé brûlé, et lui même condamné à mort par la Ligue ou par telle autre société secrète. La situation devient intenable pour les propriétaires eux-mêmes; dans certains districts la valeur des terres a baissé des deux-tiers; dans d'autres, les seigneurs ne sont plus propriétaires que de nom; ils n'osent pas même séjourner dans leurs terres, autrement que sous la protection d'une escouade de policemens campant à leurs portes dans des guérites de fer. Le sol reste en friche, et dans le courant de l'année 1879 l'espace des terres cultivées a diminué de 33,000 hectares; la dépréciation des récoltes pour les propriétaires, d'après le *Financial Reformer*, n'est pas moindre de 250 millions de francs.

La situation est si grave que le chef du ministère actuel, M. Gladstone, avant d'arriver au pouvoir, a pris vis-à-vis des représentants irlandais l'engagement formel de présenter un projet de loi, d'après lequel les grands propriétaires actuels du sol seraient expropriés pour cause d'utilité publique, et le sol, déclaré propriété de la nation entière, serait vendu au peuple irlandais, en parcelles, amortissables en 25 ans par annuités. Mais il est évident que jamais pareille loi ne sera votée par le parlement anglais, puisqu'elle porterait du même coup une atteinte mortelle au principe de la propriété foncière en Angleterre. Il n'y a donc pas lieu de prévoir que le conflit puisse se terminer d'une manière pacifique. Il se peut certainement qu'un soulèvement général des paysans puisse être conjuré encore une fois comme il le fut en 1846; mais, la situation restant la même, ou plutôt s'empirant, il est à prévoir que le jour n'est pas loin où le peuple irlandais sera enfin à bout de patience après tant de souffrances et de promesses manquées. Qu'il se présente une occasion propice à la suite d'une désorganisation momentanée du pouvoir en Angleterre, et le paysan irlandais, poussé par les sociétés secrètes, soutenu par la petite bourgeoisie villageoise qui aimerait bien mettre en scène, à son profit, un nouveau 1793, sortira enfin de son taudis pour faire ce que tant d'agitateurs lui conseillent de faire aujourd'hui: il promènera sa torche sur les chateaux, il engrangera pour son compte les blés des seigneurs et, expulsant leurs agents, démolissant les bornes, il s'emparera de ces terres qu'il convoite depuis tant d'années.

—

Si nous nous transportons à une autre extrémité du continent, en Espagne, nous y trouvons une situation analogue. D'une part, comme en Andalousie et dans la province de Valence, où la propriété foncière s'est concentrée en peu de mains, des légions de paysans affamés, ligués entre eux, font une guerilla sans trève ni merci aux seigneurs. A l'abri d'une nuit sombre, les troupeaux du propriétaire sont exterminés, les plantations d'arbres brûlées sur des espaces de centaines d'hectares à la fois; les granges flambent, et celui qui dénonce aux autorités les auteurs de ces actes, ainsi que l'alcalde qui ose les poursuivre, tombent sous les couteaux de la ligue. Dans la province de Valence, c'est la grève en permanence des petits fermiers pour le refus des rentes, et gare au fermier qui oserait faire défaut à cet engagement mutuel! Une forte organisation secrète, par des proclamations affichées de nuit sur les arbres, rappelle constamment aux conjurés que s'ils trahissaient la cause générale, ils seraient cruellement punis par l'extermination de leurs moissons et de leurs troupeaux, et souvent aussi par la mort.

Dans les pays ou la propriété est plus morcelée, c'est l'État espagnol lui-même qui se charge de provoquer le mécontentement. Il écrase le petit propriétaire d'impôts, nationaux,

provinciaux, municipaux, ordinaires et extraordinaires, si bien que c'est par dizaines de mille que se chiffre le nombre des petites fermes confisquées par l'Etat et mises aux enchères sans trouver d'acheteurs. La population des campagnes est complètement ruinée dans plus d'une province et c'est la famine qui pousse des bandes de paysans à se rassembler et à se révolter contre les impôts.

—

Même situation en Italie. Dans mainte province l'agriculteur est complètement ruiné. Réduit à la misère par l'Etat, le petit propriétaire paysan ne paie plus les impôts et l'Etat saisit impitoyablement le lopin de terre du cultivateur. Dans le courant d'une seule année, 6,644 petites propriétés, de la valeur moyenne de 99 francs, ont été saisies. Quoi d'étonnant si dans ces provinces la révolte s'installe en permanence! Tantôt c'est un fanatique prêchant le communisme religieux qui entraîne après lui des milliers de paysans, et ces sectaires ne se dispersent que sous les balles des soldats; tantôt c'est un village qui vient en masse s'emparer des terres incultes de tel seigneur et les met en culture pour son compte; tantôt enfin ce sont des bandes de villageois affamés qui se présentent devant la maison commune et demandent, sous menace de révolte, du pain et du travail.

Qu'on ne nous dise pas que ces faits sont isolés! Les révoltes des paysans français jusqu'en mai 1789 étaient-elles plus fréquentes? Moins nombreuses et moins conscientes au début, n'ont-elles pas été le canevas, le fond sur lequel a surgi plus tard la révolution des grandes villes!

—

Enfin, à l'extrémité orientale de l'Europe, en Russie, la question agraire se présente sous un aspect qui, sous plus d'un rapport, nous rappelle la situation de la France avant 1789. Le servage personnel y est aboli et chaque commune agricole se trouve en possession de terres; mais ces terres sont pour la plupart si mauvaises ou en quantité si insuffisantes, le taux du rachat on de la redevance que la commune paie au seigneur est si disproportionné à la valeur des terres, et les impôts dont l'Etat écrase le cultivateur sont si lourds, que maintenant les trois-quarts, au moins, des paysans se trouvent réduits à la plus affreuse des misères. Le pain manque et il suffit d'un seule mauvaise récolte pour que la famine sévisse dans de vastes régions et décime les populations.

Mais le paysan ne subit plus cette situation sans murmurer. Des idées nouvelles, des aspirations vers un avenir meilleur germent dans les campagnes mises en contact avec les grands centres par les réseaux des voies ferrées. Le paysan attend d'un jour à l'autre qu'un évènement quelconque vienne abolir le rachat et la redevance et le remettre en possession de tout le sol qu'il considère comme lui appartenant de droit. Si un Arthur Young parcourait aujourd'hui la Russie, comme il parcourut la France à la veille de 1789, il aurait entendu les mêmes propos, les mêmes espérances, qu'il a notés dans son livre de *Voyages*. Dans certaines provinces une sourde agitation se manifeste par une guerilla contre les seigneurs et il suffirait que des évènements politiques jettassent la désorganisation dans le pouvoir et surexcitassent les passions, pour que les faméliques des villages, aidés et excités peut-être par la petite bourgeoisie campagnarde qui se constitue avec une rapidité prodigieuse, commencent la série de révoltes agraires. Alors, ces révoltes éclatant, sans plan préconçu et sans organisation sur toute la surface du territoire, mais se propageant de tous les côtés, s'entre-croisant, harrassant les armées et le gouvernement, et traînant des années durant, pourraient inaugurer et donneraient force à une immense révolution, avec toutes ses conséquences pour l'Europe entière.

—

Mais si la question agraire vient à se poser sous ces formes grandioses dans les pays que nous venons de nommer, si la vieille Europe se trouve un jour entourée, comme d'un cercle de feu, par ces émeutes des paysans, si l'expropriation des seigneurs s'effectue largement dans ces contrées, le centre de l'Europe, les pays soi-disant civilisés, n'en ressentiront-ils pas le contre-coup? L'affirmation ne saurait être douteuse. Et lorsque nous aurons analysé dans un prochain article la situation agraire en Angleterre, en France, en Allemagne, en Suisse, lorsque nous aurons étudié l'influence puissante d'un nouvel élément qui fait déjà pousser des cris d'alarme en Angleterre—l'intervention de la production du blé à la façon des grandes industries en Amérique et en Australie,—lorsque nous aurons enfin jeté un coup d'œil sur les idées nouvelles qui envahissent le cerveau des paysans dans les pays qui se considèrent comme les places fortes de la civilisation, — nous verrons alors que la question agraire se pose, quoique sous une autre forme, devant l'Europe entière, en Angleterre aussi bien qu'en Russie, en France aussi bien qu'en Italie. Nous verrons que la situation actuelle devient intenable et ne peut durer longtemps; que le jour n'est pas loin, ou elle devra se transformer jusque dans ses fondements et donner place à un nouvel ordre de choses: un ordre de choses où, le régime de la propriété et de la culture ayant subi une modification profonde, le cultivateur du sol ne sera plus, comme aujourd'hui, le paria de la société, où il viendra prendre sa place au banquet de la vie et du développement intellectuel, à côté de tous les autres, où le village cessant d'être l'antre de l'ignorance, deviendra le centre d'où rayonneront sur le pays le bien-être et la vie.

Notre Procès.

—

Le tribunal a prononcé son jugement. Il a refusé d'accorder à M. Montillet les dommages-intérêts qu'il demandait, il s'est borné à condamner la commission de la grève et le *Révolté* « aux dépens », c'est-à-dire à payer les frais du procès.

Nous ne chercherons pas à nous expliquer, pourquoi la commission doit payer les frais si elle a raison? Ce qu'il nous importe de constater, c'est que le tribunal, tout disposé qu'il a été de se prononcer en faveur de M. Montillet, n'a pas pu ne pas admettre que la commission de la grève et le *Révolté* étaient dans leur droit lorsqu'ils portaient à la connaissance des ouvriers la façon dont M. Montillet tourne à son profit la loi sur les fabriques.

Nous sommes sûrs que ce procès fera réfléchir nos camarades de tous les métiers, et nous serons heureux s'il contribue à leur rappeler que ce n'est que dans l'organisation des métiers et dans les caisses de résistance qu'ils trouveront le moyen nécessaire pour mettre un frein à l'exploitation, toujours croissante, de la part des patrons,.... en attendant le jour où une modification fondamentale du régime de production et de consommation devienne possible.

Ce jour-là n'est pas loin. En attendant, organisons-nous pour la lutte quotidienne.

Les Organisations Ouvrières.

—

Notre procès n'a pas passé inaperçu. Nous avons reçu des lettres de sympathie, venant de citoyens suisses de divers cantons, dont les uns nous félicitent d'avoir signalé à l'attention publique le nouveau mode d'exploitation inauguré par les entrepreneurs, et d'autres expriment leur indignation au sujet de la façon dont les patrons observent la loi sur les fabriques.

D'autre part, de «bons bourgeois» de Genève se demandent, quelle est donc cette corporation des menuisiers qui donne signe de vie et fait preuve de courage et de solidarité à un moment où les bourgeois se félicitaient d'avoir définitivement tué l'Internationale et, avec elle, toutes les organisations ouvrières?

C'est que, messieurs les bourgeois, les organisations ouvrières ont la vie dure, lorsqu'elles tiennent ferme à leur principe de lutte contre le capital. Celle des menuisiers, qui date de 1833, tient bon depuis quarante-sept ans et soutient courageusement la l tte contre les patrons, malgré toutes les machinations qui furent dirigées contre elles. Elle n'a pas non-plus sombré avec l'Internationale à Genève lorsque les bons bourgeois venus dans l'Association pour y capter les suffrages ouvriers, abandonnaient l'Internationale et la désorganisaient dès qu'ils se sont aperçus, qu'elle ne serait pas un instrument docile entre leurs mains.

Nous voudrions bien que ce fait servit de leçon aux organisations ouvrières qui se mettent aujourd'hui à la remorque des ambitieux politiques. Ce n'est qu'en se constituant en dehors de toute lutte électorale, en poursuivant *leurs* buts, leurs buts propres, ceux des intérêts du travail, que les organisations ouvrières peuvent espérer de constituer des noyaux durables et utiles à la cause ouvrière. Lorsque les organisations de métiers seront solidement organisées dans chaque ville et fédérées entre elles; lorsqu'elles constitueront une force réelle — et elles n'y parviendront jamais si elles perdent leur temps et leur argent aux luttes électorales —lorsqu'elles constitueront un vaste réseau embrassant tout le pays, alors ce seront elles qui dicteront la loi, non seulement dans les questions d'heures de travail et de salaire, mais aussi dans *toutes* les questions concernant le travail, c'est-à-dire dans tout ce qui concerne le régime de la production et de l'échange.

Que l'exemple de l'*Arbeiterbund* suisse nous serve de leçon. Après avoir poursuivi pendant une dizaine d'années les chimères électorales et l'amélioration du sort de l'ouvrier au moyen de lois (nous venons de voir comment elles s'appliquent), il se trouve maintenant (de l'aveu même de ses organes) complètement désorganisé sans avoir obtenu aucun résultat, sans avoir même contribué, pendant ces dernières années, à la franche propagande des idées de transformation sociale.

N'oublions pas que *l'émancipation des ouvriers doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes*. L'attendre d'ailleurs serait la renvoyer au lendemain de l'éternité.

MOUVEMENT SOCIAL

—

France

—

Cette ignoble affaire Marcerou est encore sur le tapis. L'être infâme, convaincu de tous les crimes, continue de se promener sur le quai de sa gare, d'étaler son crachat rouge sur sa poitrine et de morigéner les employés et les voyageurs.

Certes, ce n'est pas nous qui ferons un crime au gouvernement de maintenir cet homme en place. Le gouvernement veut être fort et ce personnage hideux représente dans toute sa gloire le principe d'autorité. Il nous plait que les gens du pouvoir soient des coquins, que les défenseurs de la loi soient couverts d'opprobre. Un honnête homme dans la ligue des oppresseurs de toute robe et de tout uniforme nous choque et nous attriste; mais un homme suintant le vice et le crime, comme Marcerou, fait bien dans l'assemblée des gouvernants. Ils se sentent tous solidaires: toucher l'un, c'est porter la main contre l'autre; reprocher à Marcerou ses viols et ses meurtres, c'est accuser le mitrailleur Galiffet, c'est lancer leurs cruautés et leurs bassesses à la face de tous ceux qui ont fait la « Sanglante Semaine »; c'est mettre au pilori les bourreaux et les geôliers, les magistrats et les soudards, les députés et leur sequelle immonde; c'est bafouer le principe de gouvernement. « Où irions-nous », disent les conjurés du pouvoir, « où irions-nous si l'opinion pouvait faire un choix parmi nous et décréter successivement d'accusation Marcerou, puis Galiffet, puis Simon, puis d'autres encore?

Nous y passerions tous! Non, serrons les rangs. Entr'aidons-nous contre les insolents aboyeurs de la foule ». Et voici comment Marcerou en est venu à représenter le gouvernement tout entier. Dans ce moment ce n'est pas Grévy, ce n'est pas Gambetta qui sont à la tête de la République; non, c'est le criminel de la prison des chantiers, derrière lequel se sont massées toutes les forces du pouvoir, police, magistrature et armée. Le bandit est à la tête de la bande gouvernementale; il est maintenant la clef de voûte du noble édifice!

Mais s'il est juste que les compères et amis du pouvoir maintiennent si énergiquement leur solidarité avec le chacal Marcerou, une chose nous étonne et nous écœure, c'est que l'opinion publique n'ait pas encore fait le vide autour de lui! Il y a donc des gens assez plats pour lui serrer la main, pour causer avec lui, pour manger à la même table, pour respirer le même air sans en vomir! Voilà qui nous confond. Nous comprenons qu'une Véra hésite à salir une balle du sang de ce misérable, mais qu'on se salisse soi-même à son contact, nous ne le comprenons point. Et chaque jour, des milliers de personnes passent sous son regard et le frôlent de la basque de leur habit sans se redresser de honte et de courroux, sans le faire rentrer dans son repaire de bête féroce. Nous rappelant ce que firent les ouvriers de Londres quand Haynau, le fouetteur de femmes, osa se montrer devant eux, nous avons honte pour les ouvriers de Paris. Hélas! qu'ils sont devenus sages, et dignes d'écouter les conseils des bons bourgeois!

Il y a dix ans, au moment où l'empire allait sombrer, les mécontents d'alors, devenus les satisfaits d'aujourd'hui ne manquaient pas de se lamenter sur l'abaissement des caractères et sur la dépravation des mœurs. Naturellement ils en accusaient, non le pouvoir, mais le détenteur du pouvoir: à les entendre, le Corse hollandais des Tuileries était le seul coupable. «Ah! quand nous l'aurons renversé», disaient-ils. «Ah, quand notre tour viendra!» et ils nous promettaient merveille de leur république future. Nous l'avons maintenant, la république de ces hommes d'Etat, les Spüller, les Arago, les Floquet, et les caractères en sont-ils mieux trempés, les mœurs en sont-elles épurées? Il n'y paraît guère. Jamais pareil flot d'ordures ne s'est épanché dans les rues de Paris; jamais spectacles plus immondes ne se sont produits sous les yeux de la foule; jamais les journaux n'ont plus travaillé à salir les imaginations et à corrompre les enfants et les femmes! Voilà les fruits de *votre* République; voilà le résultat de votre politique de gouvernement, d'où les principes sont bannis. «Il n'y a pas de question sociale», a dit le maître, et la société tout entière se décompose; on se demande quels résidus immondes elle laissera derrière elle si la Révolution ne vient pas enfin l'assainir et la renouveller!

—

Puisque nous parlons des massacreurs versaillais, nous en profitons pour rappeler que les articles de M. Pelletan, publiés dans la *Justice* sous ce titre: *La Semaine de Mai*, — articles qui sont une enquête sur les atrocités des Versaillais lors de la chute de la Commune, — ont paru sous forme de volume. Nous regrettons vivement que le prix de ce volume soit trop élevé (3 fr. 50) pour être accessible à toutes les bourses; mais nous recommandons à chaque section de se le procurer. Nous aurions voulu qu'il se vende à dix sous, afin que chaque ouvrier puisse le lire, afin que chaque ouvrier sache à quelles bêtes féroces il aura à faire lors de la prochaine révolution.

—

Nous recevons le premier numéro d'un nouveau journal, *La Révolution Sociale*, organe anarchiste, hebdomadaire paraissant à Paris. (Adresse: 20, rue Royale, St Cloud, Seine et Oise. Prix de l'abonnement, 2 fr. 50 ct. par semestre pour la France, 4 fr. pour l'étranger).

Le journal est rédigé avec talent, l'article de fond qui expose le programme anarchiste, est excellent.

—

Pour contrecarrer le mouvement socialiste, la bourgeoisie n'a pas seulement recours aux subventions distribuées à des délégués qui promettent de se faire les porte-voix des idées bourgeoises au prochain Congrès du Havre. Elle travaille les organisations ouvrières pour faire lancer des manifestes de protestations contre les idées collectivistes du congrès de Paris.

Mais souvent ces protestations contiennent des aveux que la bourgeoisie ne pensait certainement pas y trouver. Ainsi, des travailleurs d'Elbœuf après avoir blâmé « les théories socialistes » et chanté gloire au gouvernement actuel, disent néanmoins:

„ Nous déclarons, que les ouvriers isolés, dispersés, sans liens, sans soutien, sont entièrement livrés à la merci de ceux qui possèdent le capital; que le droit du capitaliste d'abaisser abusivement, tyranniquement les salaires, jusqu'à compromettre l'existence du travailleur, constitue le plus terrible et le plus monstrueux des droits; le droit, sous une autre forme, du seigneur au moyen-âge: droit de vie et de mort.

„ La misère que les ouvriers de la fabrique d'Elbeuf endurent par l'insuffisance des salaires et les chômages trop fréquents se trouve encore aggravée par leurs rapports avec les patrons; ces rapports étant loin d'être des meilleurs.

Et plus loin:

„L'ouvrier que l'on malmène, que l'on accable de mauvais procédés, de vexations, d'humiliations, après avoir réduit son salaire aux cris de la faim, en conserve un ressentiment profond; des colères sourdes grondent dans son cœur; une étincelle pourrait faire explosion.

—

St Etienne.—On nous écrit de cette localité:

Le 25 août, la musique des réactionnaires, avec son chef Corali, s'était emparée du kiosque de la place Marengo. Alors, plus de 5,000 ouvriers, réunis sur la place ont fait à cette musique un charivari en criant: «enlevez-les! enlevez-les!» La police intervient et arrête cinq ou six ouvriers de nos amis. Mais aussitôt la foule envahit le bureau de police et oblige les argousins à remettre les prisonniers en liberté. Plus tard, vers dix heures, il y eut une véritable bagarre entre la bourgeoisie qui entourait le kiosque et les ouvriers qui certainement eurent le dessus et mirent les messieurs en fuite; il fallait voir alors comme ils filaient, ces bons bourgeois, suivis par la foule. Comme toujours, la police est intervenue, et les policiers n'ont pas hésité de dégainer contre les prolétaires pour sauvegarder ces messieurs. Un ouvrier a été légèrement blessé d'un coup de sabre.

Très bien. Aujourd'hui on se fait la main en les chassant pour rire; mais le jour n'est pas loin où on les chassera tout de bon.

—

L'Union fédérative des socialistes français de la région du Centre (Paris) vient de publier dans le *Citoyen* un appel aux fédérations régionales pour leur proposer d'exclure de l'Union fédérative les chambres syndicales du Havre et de tenir le congrès ouvrier socialiste français à Reims.

Voici comment sont motivés les griefs de l'Union fédérative contre les chambres syndicales du Havre.

« Ces chambres, — dit l'Appel en se basant sur les résolutions du congrès de Marseille, — n'ont pas adhéré à l'Union fédérative, leur fédération régionale ayant son siège à Paris, mais que la commission d'organisation nommée par elle à outre-passé le mandat qui leur fut confié par le Congrès de Marseille en amplifiant, de propos délibéré, toutes les questions portées à leur ordre du jour par ledit Congrès; en ajoutant des dispositions fantaisistes à la réglementation de la vérification des pouvoirs dans le but d'interdire l'entrée du Congrès aux délégués des cercles d'études sociales; en voulant, sous la rubrique: « Renseignements statistiques », tromper la bonne foi des travailleurs socialistes de France, les faisant ainsi répondre au questionnaire sorti du bureau des Sociétés professionnelles dont le directeur est M. Barberet, questionnaire repoussé une première fois par eux.

—

Le 7 courant, une réunion publique contradictoire, proposée par les socialistes-étatistes et acceptée par les socialistes-anarchistes, a eu lieu à Paris. Deux membres du groupe de l'*Alliance* ont lu deux exposés du programme-anarchiste; tous deux ont été vivement applaudis par un nombreux auditoire qui, après avoir connu l'anarchie par les exposés fantaisistes qu'en font les étatistes, fut surpris de se trouver un présence d'un programme net, logique et conforme aux aspirations ouvrières. Le citoyen Guesde ayant fait la critique des idées anarchistes, le citoyen Lefrançais s'est chargé de lui répondre et a facilement eu raison de ses objections.

Cette réunion a prouvé à n'en pas douter que les idées anarchistes, lorsqu'elles seront mieux connues à Paris, trouveront dans la population parisienne beaucoup plus d'adhérents qu'on ne le suppose généralement.

Le lendemain, le 8, le citoyen Lefrançais donnait, devant un auditoire très nombreux, sur l'*Etat et la Révolution* une conférence qui a eu un grand succès.

Espagne

—

Nous lisions, il y a quinze jours, dans tous les journaux ce qui suit sur ce malheureux pays:

«Le 11 août, on a exécuté à Madrid Alvarez Oliva.

Le 13, on a passé par les armes à Ciudad-Real trois des auteurs du déraillement et de l'attaque dirigés contre un train de chemin de fer près d'Alcazar.

Le 17, quatre condamnés à mort ont subi leur peine à Berzocana.

Le 18, l'échafaud a été dressé à Riaza pour un autre malheureux.

Le 19, on *garrottait* à Marchena un autre condamné.

En dix jours, dix exécutions. »

Mais l'agitation agraire et socialiste continue!

Ces jours-ci encore quatre membres de l'Internationale ont été arrêtés à Malaga, au moment où ils affichaient le journal clandestin de l'Internationale, *El Municipio libre*. Ils se sont défendus à coups de poignard.

Les attentats organisés à la propriété (extermination de troupeaux, incendies de récoltes et de plantations d'arbres, exécutions des alcaldes) continuent sur une grande échelle et pendant la quinzaine écoulée nous avons à enregistrer toute une série d'actes de ce genre.

Allemagne

—

Le *Sozialdemocrat* de Zurich publie le compte-rendu du Congrès clandestin de la fraction parlementaire du parti démocrate-socialiste allemand, qui a eu lieu dans le canton de Zurich. Les délégués étaient au nombre de 56, dont plusieurs venus d'Allemagne et les autres des organisations de langue allemande existant en Suisse (de Winterthur, Zürich, Bâle, Berne, Zug, Chaux-de-Fonds, de l'*Arbeiterbund*, etc.). Les socialistes-révolutionnaires ayant refusé de prendre part au Congrès, toutes les résolutions ont été votées à l'unanimité.

Nous n'avons encore sous les yeux que les procès verbaux des trois premières séances, dont deux ont été, entièrement consacrées à discuter si les accusations de Most contre les meneurs du parti sont fondées ou non, et si les délégués présents veulent voter un vote de confiance au Comité central. Il nous semble résulter de la discussion que d'après la plupart des orateurs, les meneurs du parti auraient dû agir plus énergiquement dès la promulgation de la loi anti-socialiste; mais que, vu les circonstances difficiles dans lesquelles on se trou-

vait, il eût été difficile d'agir autrement. Un orateur, après avoir énuméré, les fautes du Conseil central, demande néanmoins confiance en ce Conseil, parce que, autrement, dit-il, «la discipline en souffrirait (Sonst habe die Disciplin ein Loch)». Un autre va même jusqu'à proposer la proclamation de la dictature dans le parti.

Enfin, le vote de confiance est accordé, mais en des termes pleins de réserve. « Le Congrès déclare que la tactique des représentants et du parti depuis la promulgation de la loi sur les socialistes, a été conforme aux principes et, en tenant compte des circonstances difficiles, il exprime sa confiance à ses chefs de parti (Voici d'ailleurs le texte allemand de cette résolution, dont la teneur diplomatique est si difficile à traduire: « Der Kongress erklärt, dasz er die seit Erlasz des Sozialistengesetzes von den Abgeordneten und der Partei überhaupt eingehaltene Tactik für *prinzipiell richtig* hält und spricht den in schwieriger Lage handelnden Vorkämpfern der Partei sein Vertrauen aus»).

Dans sa troisième séance, le Congrès décide, vu l'absolue impossibilité de faire quoi que ce soit par la voie légale, de rayer le mot de légalité du programme de Gotha, ce programme disant que le parti cherchera à atteindre son but « par tous les moyens légaux ». Le congrès donne ainsi sa sanction à un fait déjà accompli.

Nous reviendrons sur ce Congrès si les procès verbaux des séances ultérieures présentent quelque chose de plus intéressant que ces discussions.

Russie

—

La Dictature. — La haute commission exécutive a cessé d'exister, et le grandissime dictateur Loris-Mélikoff est devenu simple ministre de l'intérieur. La IIIme section de la chancellerie du tzar est abolie... sur le papier bien entendu, car, sans rien changer, ne fût-ce que pour sauver les apparences, elle constituera désormais un département du ministère de l'intérieur. M. Loris-Mélikoff sera ainsi chef du cabinet noir et ministre de l'intérieur en même temps! Le correspondant du *Times* observe très-justement que l'absolutisme russe ne se séparera jamais de la IIIme section; elle existera toujours sous n'importe quel nom, tant que le peuple n'aura pas démoli la Bastille de la Fontanka. Nous en sommes encore loin, paraît-il, parceque c'est précisément dans cette Bastille que va s'installer l'ex-dictateur.

Cette même presse servile qui applaudissait hier à l'institution de la dictature, applaudit aujourd'huit à son abolition. Elle chante la gloire de l'arménien destitué, en disant qu'il n'a pendu qu'un seul homme, Mladetzky, le règne de Mélikoff compte encore deux exécutions, l'une à Perm, l'autre à Poltava. Mais ce ne sont que deux paysans!... Quant à sa générosité envers les socialistes, auxquels on distribuait durant son règne des 10 et 20 ans de travaux forcés, — nous savons assez ce que vaut la guillotine sèche pour dire que, plus rusé et plus jésuite que son tzar, Mélikoff n'en a pas moins continué le régime. Tout est resté à sa place, et la révolution n'a été en rien conjurée par les changements de nom des fonctionnaires et bureaux, qui se font à la suite d'intrigues d'antichambre.

Un voyage impérial. — « Ce n'était pas un voyage impérial, c'était plutôt une évasion», disent les journaux anglais. La vraie route qu'il allait suivre, ainsi que les heures du départ des trains, étaient un secret d'Etat, auquel les intimes seuls devaient être initiés. Des milliers des soldats et les populations de villages entiers campaient le long des voies ferrées entretenant des feux;—les têtes couronnées, comme les enfants, craignent l'obscurité; des sentinelles faisant haie ne laissaient approcher personne de ces trains qui roulaient à toute vitesse, en abritant tour à tour dans quelque sombre vagon l'empereur «de toutes les Russies». Pour mieux assurer l'escapade, on avait répandu le bruit d'une amnistie générale et du «couronnement de l'édifice» qui auraient lieu le 7 septembre, quelques jours après l'arrivée du tzar en Crimée. «A la veille de ces réformes, les nihilistes n'oserons pas—disait-on—exécuter leurs noirs projets». Cependant, les grandissimes réformes promises se sont bornées jusqu'à présent à la mise en disponibilité de l'ex-généralissime Nicolas Nicolaevitch; mais attendons-nous à un débordement de nouvelles promesses lorsque le tzar voudra retourner de Livadia à Pétersbourg....

Ce n'est qu'à Kharkow, après que l'on eut bordé les rues d'une double haie de soldats, que le tzar descendit de vagon pour visiter les troupes disposées près de la ville. Mais, il paraît que la voiture impériale, entourée d'une escorte nombreuse, composée de toutes sortes de Circassiens, n'a pas excité beaucoup d'enthousiasme dans le public; les hourras les plus forts furent réservés à l'habile arménien Mélikoff qui fait croire maintenant aux naïfs qu'il a aboli le cabinet noir.

Et cependant, malgré toutes les précautions, peu s'en fallut que le train impérial ne sautât en l'air.

En faisant des perquisitions dans toutes les maisons, situées près des lignes ferrées qui mènent au midi, l'on parvint à découvrir deux mines: l'une, deux jours seulement avant le passage du tzar, l'autre—la veille. En outre, les journaux russes parlent d'une troisième mine en voie d'exécution que l'on aurait découverte à Moscou.

C'est égal, ce n'est pas en fouillant les maisons et en blindant les trains que le grand policier de l'Empire conjurera la révolution.

Suisse

—

Zurich. *Fédération ouvrière.*—Nous apprenons par la *Tagwacht* qu'il vient de se constituer dans ce canton une fédération ouvrière (Arbeiterverband) qui cherchera à englober toutes les organisations ouvrières du canton, les sociétés du Grütli et «les sociétés politiques radicales qui manifestaient le désir de travailler à réaliser sur le terrain cantonal le programme commun du Grütli et de l'Arbeiterbund». Cette société a pour but «de défendre les intérêts ouvriers par une participation active aux affaires de l'Etat» (§ 1 des Statuts).

Il semblerait donc que cette nouvelle organisation est destinée à remplacer l'*Arbeiterbund* (l'Union ouvrière) qui en ce moment cesse d'exister.

Les organisations de Zurich cherchent, à ce qu'il paraît, à enrégimenter les décombres de l'Union ouvrière dans une organisation qui, avec le Grütli, se mettrait à la remorque du parti politique radical.

Nous doutons fort que les organisations ouvrières se laissent enrégimenter ainsi dans les partis bourgeois sous prétexte de « défendre leurs intérêts » au moyens de lois protectrices. Elles comprendront que nul ne saurait mieux défendre les intérêts ouvriers, que les ouvriers eux-mêmes.

Emigration.—D'après les relevés du bureau fédéral de statistique, le nombre des Suisses qui ont émigré en 1879 à destination des pays d'outre-mer, a été de 4,288 au total. Sur ce nombre, il y avait 1,119 personnes mariées, 2,274 célibataires et 805 enfants âgés de moins de 16 ans.

Berne est le canton où l'émigration a été la plus forte (941 personnes).

Dans le canton de Schwytz les autorités donnent même une prime de 250 fr. à ceux qui émigrent.

Le sol de la Suisse ne pourrait-il nourrir ses habitants? — Il pourrait nourrir le double, le triple, mais pour cela il faudrait qu'il ne fût pas écrasé d'impôts et grevé d'hypothèques, qu'il fût cultivé comme l'exigent les progrès actuels de l'agriculture, qu'il ne soit pas cultivé par des mercenaires, bref, il faudrait que la révolution sociale s'accomplit.

Genève. — Nous recevons la lettre suivante d'uu groupe d'amis genevois.

Le bureau de placement que les ouvriers sans travail créèrent sur la proposition du Conseil d'Etat, n'a pas produit les résultats que ce corps se plaisait à faire envisager aux ouvriers; deux ou trois ouvriers seulement trouvèrent une occupation momentanée sur place; vingt-cinq à trente furent envoyés au Fort de Joux toujours par l'initiative du Conseil d'Etat, pour être occupés aux travaux de défense que le gouvernement français fait élever à la frontière suisse. L'entrepreneur de ces travaux avait annoncé qu'il paierait 35 cts. de l'heure, mais au moment de la paie il n'a donné que 30 cts., et après avoir spéculé sur eux pendant un mois, en leur faisant payer la pension 2 fr. par jour et 20 cts. pour coucher sur de la paille humide qu'il n'aurait certainement pas donné à des animaux, il leur a dit de chercher du travail ailleurs.

Quant aux autres ouvriers, qui, au nombre d'environ deux cent cinquante s'étaient adressés au bureau de placement pensant obtenir du travail, voyant le peu de réussite de leur démarche, ils projetèrent de faire une manifestation afin d'obliger le Conseil municipal à prendre une décision sur une question qui, depuis un temps immémorial, était à son ordre du jour, celle relative à l'achat d'un terrain pour la création d'un nouveau cimetière et dont les travaux donneraient aux ouvriers de l'occupation pour quelques mois.

Les ouvriers exécutèrent leur projet en faisant la semaine passée, une manifestation qui a quelque peu émotionné les bons bourgeois de Genève. Les manifestants étaient très nombreux, drapeaux et tambours en tête ils parcoururent la ville avant de se rendre à l'Hôtel de ville où siège le Conseil municipal. Un des drapeaux portait la légende *du pain par le travail.* Il paraît qu'à l'arrivée des manifestants sur la place du Molard, les drapeaux furent repris par leur propriétaire Monsieur Chatelan, président du «Parti du peuple travailleur» qui, non content de ce titre, désirerait beaucoup ajouter celui de député au Grand Conseil, c'est sans doute pour atteindre ce but en faisant les affaires de ses bons amis radicaux que ce démocrate socialiste exhortait les ouvriers à abandonner la manifestation. Les ouvriers n'ont pas écouté cet endormeur et ont continué leur marche; espérons qu'ils ne satisferont pas au désir immodéré qu'à ce Monsieur d'émarger au budjet et de frotter ses culottes sur le maroquin législatif. Quoique toute pacifique, cette manifestation a néanmoins sa portée, elle indique que les ouvriers commencent à ne plus compter que sur eux mêmes et à laisser de côté les farceurs politiques, c'est d'un bon augure pour l'avenir.

Faits Divers

Un peu de statistique. Il résulte des tableaux qui viennent d'être dressés, que dans le courant des dernières vingt années (1860-1880) la population a augmenté aux Etats-Unis de 55 pour cent; la production de froment de 154 %, l'exportation de froment de 4111 %; la production de maïs de 73 %; l'exportation de maïs de 2917 %; la production de laine de 286 % et celle du coton de 18%; la production de fer de 234 % et celle de rails de 443 %; l'exportation du beurre de 401 % et celle du fromage de 813 %; enfin, l'exportation de marchandises manufacturées a augmenté de 99 %.

Voilà une réponse victorieuse aux partisans de Malthus.

—En Angleterre, en 10 ans (1870-1880) l'accroissement de la population a été de 11 pour cent; la fortune publique a augmenté de 30 %, la production textile de 29 %, celle de minéraux de 45 %; mais l'agriculture est en déclin: en 10 ans, la surface cultivée à diminué de 8 pour cent, soit de 600,000 hectares.

Genève. — Imprimerie Jurassienne, rue des Grottes, 24.